

MAÎTRE D'OUVRAGE

SCIC HLM LE TOIT FORÉZIEN

29, rue Jo Gouttebarga – CS72131
42021 SAINT-ÉTIENNE Cedex 1



0032*03 « RENOVATION THERMIQUE
SITE LA FOUILLOUSE »

66 Rue de la Libération
42 480 LA FOUILLOUSE

*Cahier des Clauses
Administratives Particulières
(C.C.A.P.)*

N° 0032*03*2018

Table des matières

1.	ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES.....	3
1.1.	Objet du marché - Emplacement des travaux.....	3
1.2.	Tranches et Lots :	3
1.3.	Coordination :.....	3
1.4.	Ordres de service :	3
1.5.	Procédure de consultation et délais de notification :.....	3
1.6.	Maîtrise d’Œuvre :.....	3
1.7.	Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé :.....	3
1.8.	Convocation du titulaire – réunion de travail :.....	4
1.9.	Sous-traitance :	4
1.10.	Protection de la main d’œuvre et conditions de travail :	4
1.11.	Redressement ou liquidation judiciaire :.....	5
1.12.	Logement témoin.	5
2.	ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	5
2.1.	Les pièces particulières :	5
2.2.	Les pièces générales :.....	5
3.	ARTICLE 3 – CLAUSES FINANCIERES	5
3.1.	Avance forfaitaire :	5
3.2.	Retenue de garantie :.....	6
3.3.	Nature des prix :	6
3.4.	Contenu des prix :.....	6
3.5.	Dépenses communes :	6
3.6.	Forme des prix :.....	6
3.7.	Etablissement des comptes :.....	7
4.	ARTICLE 4 - DELAIS D’EXECUTION - PENALITES	7
4.1.	Délais - calendrier d’exécution.....	7
4.2.	Période de préparation :	8
4.3.	Prolongation des délais d’exécution :	8
4.4.	Pénalités pour retard	8
5.	ARTICLE 5 - IMPLANTATION DES OUVRAGES.....	9
5.1.	Piquetage général :.....	9
5.2.	Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés :.....	9
6.	ARTICLE 6 – PREPARATION – COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.....	9
6.1.	Période de préparation – programme d’exécution des travaux :	9
6.2.	Organisation – sécurité et hygiène des chantiers :.....	9
7.	ARTICLE 7 - RECEPTION DES TRAVAUX.....	10
7.1.	Procès-verbal des opérations préalables	10
7.2.	Prise de possession avant réception	10
7.3.	Dossier des ouvrages exécutés	10
8.	ARTICLE 8 – RESPONSABILITES – ASSURANCES	10
8.1.	Responsabilité.....	10
8.2.	Assurances.....	10
9.	ARTICLE 9 – RESILIATION	11
10.	ARTICLE 10 – ATTRIBUTION DE COMPETENCE.....	11
11.	ARTICLE 11 - DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX.....	11

1. ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Objet du marché - Emplacement des travaux

1.1.1. Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives (C.C.A.P.) s'appliquent à l'ensemble des prestations afférentes à la réalisation de l'Opération ci-après :

REHABILITATION THERMIQUE – SITE LA FOUILLOUSE – 6 LOGEMENTS 66 Avenue de la libération – 42 480 LA FOUILLOUSE

Pour le compte de la société : **SCIC HLM LE TOIT FOREZIEN -29, rue Jo Gouttebarga CS72131- 42021 ST ETIENNE Cedex 1**
Tél. 04.77.33.08.13. - Fax 04.77.33.92.26.

1.1.2. La description des ouvrages et prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Prescriptions Techniques Particulières (C.C.T.P.) et dans les documents qui lui sont annexés.

1.2. Tranches et Lots :

Le marché est en une seule tranche divisée conformément à la liste ci-dessous.

Lot 02	Façades
Lot 03	Isolation des combles
Lot 04	Menuiserie extérieures
Lot 05	Chauffage
Lot 06	Ventilation
Lot 07	Plomberie Sanitaire

1.3. Coordination :

Chaque entrepreneur devra assurer la coordination de ses travaux avec ceux exécutés par les autres entreprises. La Maîtrise d'Oeuvre désignée par le Maître d'Ouvrage n'ayant pas de mission d'Ordonnancement et de Pilotage de Chantier.

1.4. Ordres de service :

Les ordres de service ont pour objet la mise en œuvre, le contrôle et la direction du marché dans le strict respect des stipulations contractuelle ; ils ne sauraient être utilisés pour les modifier.

Par dérogation à l'article 3.8.1 du CCAG Travaux, il est fait application des dispositions suivantes :

Les ordres de services sont émis, datés, numérotés et signés par le maître d'ouvrage sur proposition du maître d'œuvre. Ils sont adressés par le maître d'ouvrage en double exemplaire au titulaire ; celui-ci en renvoie immédiatement un exemplaire au maître d'ouvrage signé et daté.

Lorsque, notamment dans le cadre de son obligation de conseil, le titulaire du marché estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit au maître d'œuvre dans un délai de quinze jours, décompté ainsi qu'il est précisé à l'article 3.2 du CCAG.

Le titulaire se conforme strictement aux ordres de service qui lui sont notifiés, qu'ils aient ou non fait l'objet de réserves de sa part.

Les ordres de service relatifs à des travaux sous-traités sont adressés au titulaire du marché, qui a seul qualité pour présenter des réserves.

En cas d'entrepreneurs groupés, les ordres de service sont adressés au mandataire, qui a seul qualité pour présenter des réserves.

1.5. Procédure de consultation et délais de notification :

La consultation aura lieu sous forme de procédure adaptée et se fera conformément aux dispositions de la réglementation en vigueur. La notification du marché par le représentant légal du Maître d'Ouvrage sera faite dans un délai de 120 jours à compter de la date de remise des offres.

1.6. Maîtrise d'Œuvre :

Le Maître d'Ouvrage a confié à une équipe de Maîtrise d'Oeuvre une mission de base telle qu'elle est définie par la loi M.O.P., avec études d'exécution. Cette équipe est composée de :

- ⇒ **Economiste :** **ILTEC**
4 Place de Bourgogne _ 42 406 SAINT CHAMOND
Tél : 04.77.29.72.84
Mail : iltec@iltec.fr
- ⇒ **BE Fluides:** **ILTEC**
4 Place de Bourgogne _ 42 406 SAINT CHAMOND
Tél : 04.77.29.72.84
Mail : iltec@iltec.fr

En l'absence de mission OPC de la maîtrise d'œuvre, le terme « maître d'œuvre » dans le présent CCAP est étendu à la notion de maître d'ouvrage.

1.7. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé :

Les travaux à réaliser sont soumis à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé prévue par la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et ses décrets, arrêtés et leurs annexes d'application. Ce chantier fera l'objet d'une mission normalisée de catégorie II.

Le nom et les coordonnées du cabinet retenu sera communiqué ultérieurement.

1.8. Convocation du titulaire – réunion de travail :

Conformément à l'article 3.9 du CCAG Travaux, il est fait application des dispositions suivantes :

Le titulaire ou son représentant est tenu de participer aux réunions de travail auxquelles il est convié par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage qui en fixe les dates, heures et lieu. Il est, le cas échéant, accompagné de ses sous-traitants.

Si ces réunions doivent être périodiques, leur périodicité est arrêtée par le maître d'œuvre ou maître d'ouvrage lors de la phase de préparation de chantier.

Ces réunions de travail font l'objet d'un compte-rendu établi et diffusé par le maître d'œuvre. Le titulaire est censé avoir accepté la teneur de ces comptes rendus s'il n'a pas émis de réserves écrites dans les trois jours de la date d'émission du compte rendu concerné.

En tout état de cause, le contenu d'un compte rendu, quel que soit son auteur, ne saurait modifier une disposition contractuelle ; il ne préjuge pas de l'existence d'un droit.

En cas d'entrepreneurs groupés, l'obligation définie aux alinéas qui précèdent s'applique au mandataire et à chacun des autres co-traitants.

1.9. Sous-traitance :

Les titulaires des lots du présent marché peuvent sous-traiter une partie de l'exécution des prestations à condition d'avoir obtenu de la personne publique contractante l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

La demande de sous-traitance peut intervenir en cours d'exécution des prestations. Dans ce cas, l'acceptation du sous-traitant et des conditions de paiement doivent impérativement précéder toute intervention du sous-traitant sur le chantier. Le sous-traitant doit également participer à la visite d'inspection commune avec le CSPS et lui adresser un plan particulier de sécurité et de prévention de la santé avant toute intervention sur le chantier.

Le fait de faire intervenir sur le chantier un sous-traitant non agréé constitue une sous-traitance occulte qui expose le titulaire à l'application de l'une des mesures prévues à l'article 48 du CCAG ainsi que celles prévues à l'article 46.3 du CCAG. Le titulaire doit donc adresser sa demande d'acceptation et d'agrément au maître d'ouvrage suffisamment en amont (au minimum 15 jours) du début d'intervention envisagé pour le sous-traitant sur le chantier afin de permettre le traitement de cette demande.

La demande de sous-traitance est à transmettre au maître d'ouvrage comportant obligatoirement les mentions suivantes :

- La nature précise des prestations dont la sous-traitance est envisagée
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale du sous-traitant
- Le montant prévisionnel des sommes à payer directement au sous-traitant
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix
- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Ces derniers points doivent être présentés de la manière la plus détaillée, sous peine de refus d'agrément. Ainsi, le titulaire devra démontrer qu'il n'existe pas d'écart manifestement injustifié entre les conditions financières qui lui sont accordées par le marché et celles qu'il consentira au sous-traitant dans le contrat de sous-traitance, et notamment que le montant des prestations sous-traitée est correctement évalué (par exemple en comparaison avec le bordereau de prix ou DPGF rempli par le titulaire).

Le maître d'ouvrage pourra ensuite demander communication de l'ensemble des contrats de sous-traitance pour vérifier les conditions déclarées dans l'acte spécial. Cette disposition s'applique aux sous-traitants de premier rang ainsi qu'aux sous-traitants de second rang ou plus.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993.

Le titulaire devra apporter la preuve que le sous-traitant qu'il présente est en situation régulière et qu'il satisfait aux conditions requises pour concourir aux marchés publics.

Pour ce faire, il devra produire les documents suivants avec l'acte spécial :

- Si le sous-traitant est en redressement judiciaire (ou procédure étrangère équivalente), copie du ou des jugements prononcés à cet effet (s'il n'est pas rédigé en français, le jugement doit être accompagné d'une traduction certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté)
- Déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics

En outre, les sous-traitants devront également fournir :

- Une attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle en cours de validité
- Un RIB

Enfin, le titulaire devra prouver qu'aucune cession ou nantissement de créance ne vient faire obstacle au paiement direct du sous-traitant. Pour ce faire, il doit :

- Soit rappeler dans l'acte spécial qu'il n'a pas fait la demande de délivrance de l'exemplaire unique du marché au maître d'ouvrage et qu'il n'en est donc pas en possession
- Soit rendre cet exemplaire unique au maître d'ouvrage s'il en avait fait la demande mais n'avait pas encore cédé ou nanti sa créance
- Soit justifier que la cession ou le nantissement de créance qu'il a opéré(e) est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée
- Soit justifier que ce montant est réduit, en produisant une attestation de main levée partielle du bénéficiaire de la cession ou de la créance résultant du présent marché.

La sous-traitance est impossible si aucune de ces conditions n'est remplie.

1.10. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail :

Conformément à l'article 6 du CCAG, les modalités d'application des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail sont les suivantes :

Dans l'esprit des garanties professionnelles attendues par le maître d'ouvrage, et pour respecter la stricte application des stipulations relatives à la lutte contre le travail clandestin et la sous-traitance occulte, le titulaire s'assure, pendant la durée du marché, de la qualité de travailleur salarié de l'ensemble des personnels présents au cours de l'exécution des travaux.

Le titulaire fait en sorte que ces personnels soient en mesure de présenter, à toute réquisition formulée par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre, un document attestant de la qualité de salarié, ce document pouvant, par exemple, prendre la forme de la carte d'identification professionnelle du BTP.

En cas de manquement à ces règles, constaté par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre ou le CSPS, le maître d'ouvrage adresse au titulaire une mise en demeure par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, aux fins de régularisation sous 24 heures. Si la situation s'est poursuivie au-delà de ce délai, le maître d'ouvrage en informe l'inspection du travail.

1.11. Redressement ou liquidation judiciaire :

En complément de l'article 46.1.2 du CCAG Travaux, les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au maître d'ouvrage par le titulaire.

Il en va de même pour tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, le maître d'ouvrage adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger la poursuite de l'exécution du marché.

Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application des articles L627-4 à L627-4 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L621.28 dudit code.

En cas de réponse négative ou en l'absence de réponse dans un délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge-commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation, ou lui a imparté un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de la décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien d'activité de l'entreprise.

Dans cette hypothèse, le maître d'ouvrage pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

Dans tous les cas de résiliation, le maître d'ouvrage demande au juge-commissaire d'en prendre acte.

1.12. Logement témoin.

Le Maître d'Ouvrage pourra demander la réalisation d'un logement témoin pour valider les choix d'organisation, de produits et de matériaux.

2. ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont des pièces générales et des pièces particulières. Les pièces générales, bien que non jointes aux autres pièces constitutives du marché, sont réputées connues de l'entrepreneur. Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, la liste des pièces contractuelles est la suivante, par ordre de priorité :

2.1. Les pièces particulières :

- L'Acte d'Engagement et ses annexes
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et ses annexes
- Charte chantier propre
- Le Plan Général de Coordination.
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) et Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) assorti des documents qui lui sont annexés, à savoir :
 - l'ensemble des plans dressés par l'architecte définis à la nomenclature annexée au dossier
 - les notes de calcul, plans BA, études techniques électricité, chauffage gaz et VMC
 - le calendrier d'exécution qui sera mis au point au cours de la période du chantier
 - décomposition du prix forfaitaire pour les natures d'ouvrages traitées à prix global forfaitaire.

Les erreurs de quantités, divergences ou ambiguïtés de toutes sortes pouvant apparaître dans la décomposition du prix des travaux traités à prix forfaitaires ne peuvent, en aucun cas, conduire à une modification du prix forfaitaire porté dans l'acte d'engagement.

Cette décomposition servira à l'établissement des prix des ouvrages ordonnés en plus ou en moins à l'évaluation des services faits et à l'établissement des décomptes provisoires. Ce décompte n'a de caractère contractuel que pour ce qui concerne d'une part l'établissement des situations, et d'autre part, pour le règlement des travaux ordonnés en cours de travaux.

L'entrepreneur est tenu de notifier immédiatement au Maître d'Ouvrage les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent aux personnes ayant pouvoir d'engager l'entreprise, à la forme de l'entreprise, à la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination, à l'adresse du siège de l'entreprise et généralement toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise.

2.2. Les pièces générales :

- Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics
- Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) applicable à chaque lot technique
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 8 septembre 2009
- L'ensemble des documents techniques mentionnés au CCTP

3. ARTICLE 3 – CLAUSES FINANCIERES

3.1. Avance forfaitaire :

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, le versement d'une avance prévue dans les cas et selon les modalités ci-après, sera effectué dans le délai de paiement fixé au présent CCAP.

Le délai global de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du marché si un tel acte est prévu, ou à défaut, à partir de la date de notification du marché.

Le montant de l'avance est déterminé par application de l'article 110 du décret n°2016-360 : elle est accordée au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché ou de la tranche affermée est supérieur à 50 000€HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Cette avance est égale à 5% du montant initial, toutes taxes comprises, du marché ou de la tranche affermée si leur durée est inférieure ou égale à douze mois, l'avance est égale à 5% d'un somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.
L'avance est remboursée dans les conditions prévues à l'article 111 du décret n°2016-360.

3.2. Retenue de garantie :

Chaque acompte fera l'objet d'une retenue de garantie au taux de 5% dans les conditions prévues aux articles 122 et 123 du décret n°2016-360.

La retenue de garantie peut être remplacée, au gré du titulaire, par une garantie à première demande dont laquelle « le garant s'engage à payer l'intégralité de la dette du titulaire du marché » établie par un organisme agréé (se renseigner au préalable pour connaître la liste des organismes agréés par le Maître d'Ouvrage). Cette garantie à première demande sera adressée directement par l'organisme agréé au Maître d'ouvrage avant la première situation.

La retenue de garantie est remboursée et les établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande sont libérés dans les conditions prévues à l'article 124 du décret n°2016-360.

En cas de sous-traitance, l'entrepreneur devra remettre une garantie à première demande en remplacement de la retenue de garantie

3.3. Nature des prix :

Le présent marché est traité à prix global et forfaitaire. Le montant du marché est détaillé au moyen d'une décomposition du prix global et forfaitaire, présentée sous la forme d'un détail évalatif comprenant, pour chaque nature d'ouvrage ou chaque élément d'ouvrage, la quantité à exécuter et le prix de l'unité correspondant. Par dérogation à l'article 10.3.2 du CCAG, les prix d'unités évoqués ci-dessus n'indiquent pas les pourcentages mentionnés aux 2° et 3° de l'article 10.3.3 du CCAG.

En cas de groupement d'entreprises, les règlements sont effectués directement sur le compte unique qui devra obligatoirement avoir été ouvert au nom de l'ensemble des membres du groupement.

3.4. Contenu des prix :

Les prix de chaque marché sont réputés comprendre toutes les prestations nécessaires à sa bonne exécution. Dans la limite de ses prestations, chaque entrepreneur aura prévu toutes les stipulations nécessaires à une bonne coordination avec les titulaires des autres marchés. Chaque entreprise devra prendre en compte les exigences du CSPS précisées dans le PGCSPS.

Les prix sont réputés établis en tenant compte des dépenses communes de chantier.

Les prix du marché sont réputés couvrir, le cas échéant, les frais de coordination et de contrôle, par le titulaire, de ses sous-traitants, ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

Si le marché est passé avec des entrepreneurs groupés solidaires, les prix du marché sont réputés comprendre les dépenses et marges des entrepreneurs pour l'exécution du marché, y compris les charges qu'ils peuvent être amenés à rembourser au mandataire.

Le montant afférent aux prestations effectuées par le mandataire doit également comprendre les dépenses et marges couvrant :

- Les mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des co-traitants et les conséquences de ces défaillances
- La coordination de tous ses co-traitants.

3.5. Dépenses communes :

Le PGC précise la répartition des dépenses communes de chantier, à savoir :

- Les dépenses laissées à la charge de certains lots et comprises dans les prix du marché correspondant
- Les dépenses imputées et gérées par le compte prorata suivant une répartition qui sera convenue entre les entreprises

En sus des dépenses communes mentionnées dans le PGC, seront imputées au compte prorata les dépenses suivantes :

- Frais de l'installation d'un système de surveillance ou d'une alarme
- Frais de remise en état de la voirie et des réseaux d'eau, d'électricité, et de téléphone détériorés, lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable.
- Frais de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés, dans l'hypothèse où l'auteur des dégradations et des détournements ne peut être dé couvert ou dans l'hypothèse ces dégradations ou détournements ne peuvent être imputés à l'entrepreneur titulaire d'un lot déterminé.

Certaines dépenses pourront être imposées par le maître d'ouvrage en fonction des besoins du chantier.

En cas de désaccord des entrepreneurs intéressés, le Maître d'œuvre et/ou Maitrise ouvrage doit jouer le rôle d'amiable compositeur.

En cas de refus de paiement des appels de fonds sans raisons valables, la Maitre d'ouvrage se réserve le droit de bloquer les sommes dues sur les situations arrivant à échéance sans mise en demeure préalable.

3.6. Forme des prix :

Les prix sont révisibles. (si durée des travaux supérieure à 3 mois – voir article ci-dessous)

3.6.1. Mois d'établissement des prix :

Le mois d'établissement des prix est celui de l'ordre de service de démarrage des travaux. Ce mois est appelé « mois zéro-travaux ». Ce mois est appelé « mois zéro-travaux » (symbole : $m_0\text{-Trx}$).

3.6.2. Révision de prix :

Les prix font l'objet d'une révision par application du coefficient de révision Cr tel que :

$$Cr = 0.15 + 0.85 * \frac{Im}{Im_0\text{-Trx}}$$

Dans lequel :

$Im_0\text{-Trx}$ = index du mois d'établissement des prix

Im = index connu au mois m de la révision de prix

La révision est appliquée au moment de l'établissement du décompte définitif.

Les index appliqués sont les suivants :

Lot 02	Façades	BT52
Lot 03	Isolation des combles	BT01
Lot 04	Menuiserie extérieures	BT19b

Lot 05	Chauffage	BT40
Lot 06	Ventilation	BT41
Lot 07	Plomberie Sanitaire	BT38

Article 18.VI du décret n°2016-360 : « *Les marchés publics d'une durée d'exécution supérieure à trois mois qui nécessitent pour leur réalisation le recours à une part importante de fournitures, notamment de matières premières, dont le prix est directement affecté par les fluctuations de cours mondiaux comportent une clause de révision de prix incluant au moins une référence aux indices officiels de fixation de ces cours, conformément au V* ».

3.7. Etablissement des comptes :

3.7.1. Règlement des comptes

Le règlement des comptes du marché se fait par des acomptes mensuels et un solde établis et réglés comme il est indiqué au présent article. Les prix s'appliquent à une exécution parfaite et complète du travail et comportent toutes les sujétions d'exécution qui sont susceptibles de se présenter dans le cadre du projet, notamment les sujétions dues à la circulation sur voie publique ou voie privée ou à la présence de canalisations diverses, que les ouvrages soient indiqués ou non sur les plans. L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux, contrôlé les indications des documents du dossier de consultation et s'être procuré tous les renseignements complémentaires auprès de tous les services ou autorités compétents.

3.7.2. Décomptes mensuels

Par dérogation de l'article 13.1 du CCAG, les dispositions suivantes s'appliquent :

- Avant la fin de chaque mois, le titulaire ou le mandataire en cas d'entrepreneurs groupés, envoie au maître d'œuvre, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, ou lui remet contre récépissé daté, son projet de décompte. Celui-ci établit le montant total, arrêté à la fin du mois précédent, des sommes auxquelles l'entrepreneur peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début de celui-ci.
- Tout décompte arrivé après le 25 du mois sera pris en compte pour le mois suivant.
- Le montant est établi à partir des prix de base HT, c'est-à-dire des prix figurant dans les documents contractuels, y compris les rabais ou majorations qui peuvent y être indiqués, mais sans révision de prix, auquel il est ajouté le montant de la TVA et le résultat total TTC.
- Le projet de décompte établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre ; il devient alors le décompte mensuel.

Par dérogation à l'article 13.1.4 du CCAG, il n'est pas prévu de règlement sur approvisionnements.

Le montant des travaux réalisés est établi de la façon suivante :

Le décompte comporte le relevé des travaux effectués, tels qu'ils résultent des constats contradictoires ou, à défaut, de simples appréciations. Les prix forfaitaires alloués à chaque partie d'ouvrage peuvent être fractionnés si la partie d'ouvrage à laquelle ils se rapportent n'est pas terminée : il est alors compté une fraction du prix forfaitaire égale au pourcentage d'exécution de la partie d'ouvrage.

Il est ainsi appliqué pour chaque acompte un pourcentage approximatif d'avancement jusqu'à ce que le cumul des acomptes versés, calculés en prix de base, atteigne le montant total du marché.

Le maître d'œuvre se réserve le droit d'imposer un modèle de projet de décompte.

Les éléments figurant dans les décomptes mensuels n'ont pas de caractère définitif et ne lient pas les parties contractantes.

3.7.3. Acomptes mensuels

Le délai global de paiement court à compter de la réception de la demande de paiement mensuelle du titulaire par le maître d'œuvre, en application du décret n°2013-269 du 29 mars 2013.

Le mandatement de l'acompte intervient dans un délai de TRENTE JOURS à compter du dernier jour du mois pour lequel il a été établi, pour autant que la situation de travaux ait été transmise à la Maîtrise d'Œuvre avant le 25 du mois considéré

3.7.4. Décompte final

Les dispositions de l'article 13.3 du CCAG s'appliquent sauf en ce qui concerne les pénalités en cas de retard dans la présentation du projet de décompte final. Dans cette hypothèse, il est fait application des pénalités prévues à l'article 4.3.2 du présent CCAP.

3.7.5. Décompte général – solde

Les dispositions de l'article 13.4 du CCAG s'appliquent.

4. ARTICLE 4 - DELAIS D'EXECUTION - PENALITES

4.1. Délais - calendrier d'exécution

Pour le décompte des délais, il sera fait application des dispositions prévues à l'article 3.2 du CCAG.

Le délai d'exécution de l'ensemble des lots est fixé à l'acte d'engagement. Il ne comprend pas la période de préparation du chantier visée à l'article suivant.

Si le marché contient des tranches fermes et conditionnelles, les délais d'exécution propres à chaque tranche doivent être précisés.

Le point de départ du délai global d'exécution est fixé par ordre de service prescrivant à l'entrepreneur titulaire de commencer l'exécution des travaux qui lui incombent.

Les délais d'exécution propres à chacun des lots s'insèrent dans ce délai d'ensemble, conformément au calendrier prévisionnel d'exécution. Un calendrier détaillé d'exécution sera élaboré par le maître d'œuvre après consultation des entreprises titulaires des différents lots, dans le cadre du calendrier prévisionnel mentionné ci-avant. Le calendrier détaillé d'exécution deviendra un document contractuel.

Le calendrier détaillé d'exécution distingue pour chacun des lots :

- La durée et la date prévisible de départ du délai d'exécution qui lui est propre
- La durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondants aux interventions successives de l'entrepreneur sur le chantier.

Le délai d'exécution propre à chacun des lots commence à courir à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant à l'entrepreneur de commencer les travaux lui incombant.

Le calendrier détaillé d'exécution visé au présent article est notifié par ordre de service à tous les entrepreneurs.

4.2. Période de préparation :

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG, les dispositions suivantes s'appliquent. Il est fixé une période de préparation, commune à tous les marchés, qui n'est pas comprise dans le délai d'exécution de l'ensemble des lots. Sa durée est de trente jours. Elle commence à courir à compter de la notification des marchés.

4.3. Prolongation des délais d'exécution :

En vue de l'application éventuelle du premier alinéa de l'article 19.2.3 du CCAG, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisible est fixé à 5 jours.

Pour autant qu'il y ait entrave à l'exécution des travaux, le(s) délai(s) d'exécution sera(seront) prolongé(s) d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera les intensités et durées limites suivantes :

Pluie : supérieur à 20 mm par jour et pendant au moins 2 jours consécutifs.

Neige : supérieur à 5 cm pendant une journée complète.

Gel : inférieur à 4 degrés pendant une journée complète.

Vent : supérieur à 70 km/h pendant une journée complète pour autant que le maître d'œuvre constate qu'il y ait eu effectivement entrave à l'exécution des travaux.

Le nombre de journées d'intempéries prévisibles sera soustrait au total ainsi établi.

Il est précisé que l'arrêt des travaux pour cause d'intempéries ou d'autres phénomènes naturels incombe au seul titulaire. Ce dernier informe le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage de sa décision dans les plus brefs délais.

La durée de chaque arrêt est débattue entre le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage et le titulaire. Si l'une des parties conteste les raisons invoquées par le titulaire pour arrêter les travaux, notamment sur la base des relevés de phénomènes naturels ci-dessus, il lui enjoint de les reprendre par ordre de service.

Les décisions prises sont consignées sur le compte-rendu de la réunion de chantier qui suit l'évènement. Chacune de ces consignations, qu'elle qu'en soit la forme, fait apparaître le cumul des jours ouvrables pendant lesquels les travaux ont été arrêtés depuis l'ouverture du chantier, ainsi que les conséquences de ces arrêts sur le calendrier contractuel.

Dans le cas d'une durée d'intempéries supérieure à ce qui avait été prévu, à l'expiration du délai d'exécution, une prolongation de délai est notifiée au titulaire par ordre de service récapitulant les constatations faites.

Le lieu de constatations des intensités des phénomènes naturels est le suivant : STATION METEOROLOGIQUE D'ANDREZIEUX BOUTHEON

4.4. Pénalités pour retard

4.4.1. Retard dans l'exécution des travaux :

L'article 20.1 du CCAG Travaux est remplacé par les stipulations suivantes qui s'appliquent lot par lot, en cas de retard dans l'exécution des travaux, comparativement au calendrier détaillé élaboré et éventuellement modifié comme il a été indiqué à l'article 4 du présent CCAP.

En cas de retard sur le délai d'exécution propre au lot considéré, il est fait application d'une pénalité par jour calendaire de retard égale à 1/500e du montant initial du marché (éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus) et majoré du montant de la taxe à la valeur ajoutée ou de la tranche en retard faisant l'objet d'un délai partiel.

Le minimum des pénalités est de 350 euros hors taxes.

Cette pénalité s'applique par précompte sur le prochain acompte demandé par le titulaire, sur simple constatation faite par le maître d'œuvre, au fur et à mesure où les retards se produisent.

Le montant définitif de ces pénalités est fonction du retard réel constaté lors de l'achèvement des travaux.

Les pénalités, calculées en prix de base, subissent les effets de la révision de prix dans les conditions du marché.

Le montant des pénalités n'est pas plafonné.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire ou découlant des cas prévus à l'article 46.1 du CCAG, les pénalités courent jusqu'au jour inclus de la notification de la décision de résiliation, ou jusqu'au jour inclus d'arrêt de l'exploitation.

Il est rappelé que les délais impartis englobent le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux. En conséquence, tout retard constaté sur ces opérations est sanctionné comme retard dans l'achèvement des travaux. En cas de retard dans ces opérations, et après mise en demeure par ordre de service, restée sans effet, il peut y être procédé par le Maître d'Ouvrage, aux frais de l'entrepreneur, sans préjudice de l'application de la pénalité visée ci-avant.

L'entreprise aura, en ce qui la concerne, à procéder au repliement des installations de chantier qui lui sont propres et devra laisser les lieux propres, après son départ. Si les installations particulières ont été rendues nécessaires pour l'exécution des travaux, entre autre emprise sur le domaine public, etc., et ont entraîné des dégradations, l'entreprise concernée sera tenue de remettre les lieux en état. Il en sera de même pour les abords de construction. Dans le cas contraire, dans les huit jours suivant son départ, le Maître d'Ouvrage fera exécuter des travaux par l'entreprise de son choix, aux frais de l'entreprise défaillante. Le montant de ces travaux sera défacturé au décompte final.

4.4.2. Retard dans l'accomplissement des formalités liées au marché :

Les dispositions de l'article 20.1 du CCAG Travaux sont remplacées par les dispositions suivantes.

Le titulaire encourt des pénalités dans les cas de retard lors de l'accomplissement des formalités suivantes :

- Retard dans la remise des documents : 150€HT par jour calendaire
- Retard dans la remise d'échantillons : 75€HT par jour calendaire
- Absence aux rendez-vous de chantier ou retard supérieur à 15 minutes : 100€HT portée à 150 €uros en cas de réitération
- Retard dans le nettoyage de chantier : A partir du terme fixé, 1/500ème du montant des travaux traités par jour calendaire de retard avec un minimum de 200€hors taxes
- Non-respect de la charte chantier propre : 75€HT par jour calendaire
- Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, l'hygiène, la signalisation générale du chantier et pour chaque infraction constatée par le CSPS, le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage : 75€HT par jour calendaire
- Non remise par le titulaire des plans, notices, fiches techniques, ou tout élément technique demandé par le maître d'œuvre en cours de chantier, par jour et par document : 75€HT
- Retard dans la levée des réserves : par mise en demeure restée sans effet, il est appliqué une pénalité de retard de 100€/jour calendaire jusqu'à constatation de la levée effective des réserves.

- Retard dans la remise du DOE : une retenue équivalente au montant engagé par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation de ces documents est opérée sur les sommes dues à l'entrepreneur avec **un minimum de 1 500 euros hors taxes.**

Ces pénalités, calculées en prix de base, subissent les effets de la révision de prix dans les conditions du marché. Le montant des pénalités n'est pas plafonné.

5. ARTICLE 5 - IMPLANTATION DES OUVRAGES

5.1. Piquetage général :

Le piquetage général est effectué par l'entrepreneur, à ses frais, avant le commencement des travaux et contradictoirement avec le Maître d'Ouvrage dans les conditions précisées au CCTP.

5.2. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés :

Par dérogation aux dispositions de l'article 27.3.1, les dispositions suivantes s'appliquent.

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, sera effectué par l'entrepreneur et à ses frais sur la base des indications que lui auront fournies sur sa demande les services publics et concessionnaires des divers réseaux à la suite des déclarations réglementaires d'ouverture des travaux.

Les informations fournies par le maître d'œuvre, qu'elles qu'en soient la nature ou la forme, n'ont pas pour objet de dégager la responsabilité du titulaire en cas de dommages causés à un ouvrage public.

L'entrepreneur est responsable des incidents sur les réseaux, imputables à l'exécution de ses travaux. Les conséquences directes ou indirectes, liées à de tels incidents sur le réseau ne pourront donner lieu à aucune réclamation de la part de l'entrepreneur dans le cadre du règlement du marché (indemnités, prolongation du délai d'exécution).

Lorsque le piquetage spécial concerne des canalisations de gaz, des câbles électriques ou de télécommunications, le titulaire doit, dix jours avant le début des travaux, prévenir l'exploitant des canalisations ou câbles.

6. ARTICLE 6 – PREPARATION – COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

6.1. Période de préparation – programme d'exécution des travaux :

Il est procédé, au cours de cette période, conformément aux articles 28.2 et 28.3 du CCAG aux opérations énoncées ci-après :

- Elaboration par le maître d'œuvre, après consultation des entreprises, du calendrier détaillé d'exécution visé à l'article ci-dessus.
- Etablissement par les entrepreneurs sous la coordination du maître d'œuvre, et présentation au visa de celui-ci, dans les conditions prévues à l'article 29.1 du CCAG, du programme d'exécution des travaux auquel est annexé le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires et des documents mentionnés à l'article 29.1 du CCAG.

Le maître d'œuvre ou tout autre prestataire de service chargé de la mission OPC élabore un programme d'exécution global de l'opération en concertation avec les entreprises concernées. Il peut, à cette occasion, demander à certaines entreprises la modification de leur programme particulier.

Lorsqu'un contrôleur technique intervient sur l'opération, les programmes d'exécution sont soumis à son avis.

Les plans béton armé d'exécution des ouvrages doivent être vérifiés par un bureau de contrôle avant l'envoi au visa du Maître d'œuvre qui pourra exiger avant travaux et par ouvrage, une note de calcul. Dans tous les cas, ces notes seront nécessairement intégrées dans le dossier des ouvrages exécutés. Le coût de ces contrôles et la fourniture des documents est inclus dans les prix de l'ouvrage proposé par l'entreprise et ne donnera lieu à aucune allocation ni plus-value.

Pour tous les ouvrages, où une notion de stabilité et de solidité est requise (lampadaires, murs, garde-corps etc...) chaque entreprise concernée devra fournir au maître d'œuvre, soit une note de calcul attestant de la conformité des ouvrages, soit après travaux de pose, un procès-verbal certifiant que ces ouvrages ont été contrôlés et n'appellent aucune observation. Ces documents seront établis par un bureau de contrôle indépendant et tous les frais qui en résulteront seront à la charge exclusive de l'entreprise concernée qui ne pourra se prévaloir d'aucune indemnité supplémentaire ou plus-value, à ce sujet.

6.2. Organisation – sécurité et hygiène des chantiers :

Les dispositions suivantes s'appliquent en complément de l'article 31 du CCAG.

Les chantiers nécessaires à l'exécution des prestations objet du marché sont soumis aux dispositions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et à ses textes d'application.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et protection de la santé des travailleurs.

6.2.1. Autorité donnée au coordonnateur SPS :

Le CSPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que les procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger grave et immédiat menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers, le CSPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

6.2.2. Moyens donnés au CSPS :

Le CSPS a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au CSPS :

- Le PPSPS
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier (personnel, sous-traitant, fournisseurs)
- Dans les cinq jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des fournisseurs et sous-traitants, quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition les contrats
- La copie des déclarations d'accident du travail

6.2.3. Obligations du titulaire :

- Le titulaire doit informer le maître d'ouvrage et le CSPS des personnes et sociétés intervenants pour son compte dans le cadre du chantier, et ce préalablement à toute intervention. En cas de sous-traitance, la déclaration doit intervenir dans le cadre des modalités précisées aux articles ci-avant. Dans le cas d'un autre type d'intervention, le titulaire devra fournir au maître d'ouvrage une copie du contrat le liant à son intervenant (contrat de location par exemple). Chaque personne intervenant sur le chantier devra être identifiée.
- Le titulaire donne suite, pendant toute la durée d'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et protection de la santé des travailleurs par le CSPS. Tout différend entre le CSPS et le titulaire est soumis au maître d'ouvrage.
- A la demande du CSPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre-journal ; à cet effet, il désigne un interlocuteur sécurité habilité à viser le registre journal.
- Le titulaire s'engage à établir un PPSPS après inspection commune organisée par le CSPS dans les 30 jours à compter du début de la période de préparation. Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (cotraitants et sous-traitants).
- Pour les opérations de catégorie 1, et dans les 5 jours qui suivent la notification de la décision de constitution du collège, le titulaire doit fournir les noms de ses représentants au sein du Comité Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT).
- Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1994.

6.2.4. Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé :

Le Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS) est une pièce contractuelle.

Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des mesures qui sont définies pour ce document ainsi que ses avenants, en cours de chantier, et les modifications ultérieures.

Le PGCSPS est communiqué au titulaire du marché lors de sa notification.

Le PGCSPS précise l'emplacement des installations de chantier ainsi que le raccordement aux réseaux de la base vie et les affectations aux entreprises dont ces installations, la maintenance et le retrait, incombent.

7. ARTICLE 7 - RECEPTION DES TRAVAUX

7.1. Procès-verbal des opérations préalables

Par dérogation à l'article 41.3 alinéa 3 du CCAG : La réception des travaux se fera uniquement par décision expresse du maître de l'ouvrage.

L'article 41.2 du CCAG est complété par la disposition suivante, qui s'insère avant le dernier alinéa : Ce procès-verbal est diffusé par le maître d'œuvre à tous les entrepreneurs concernés par l'opération ainsi qu'au contrôleur technique et bureau d'étude.

7.2. Prise de possession avant réception

L'article 41.8 du CCAG est complété par la disposition suivante : En aucun cas, l'élaboration de cet état des lieux ne pourra être considérée comme une réception tacite.

7.3. Dossier des ouvrages exécutés

L'article 40 alinéas 1 et 2 du CCAG travaux est remplacé par les stipulations suivantes.

Lorsque la réception des travaux est programmée, le titulaire doit remettre au maître d'œuvre un dossier des ouvrages exécutés (DOE) le jour de cette réception.

Les documents à remettre à ce titre constituent un dossier complet en 2 exemplaires papiers et un exemplaire sous format informatique (CD ou clé USB) contenant :

- Les plans d'exécution (EXE Chantier)
- Les plans de récolement
- Les notices techniques des produits
- Les notices d'entretien des produits
- Les références, marques et numéros de série des produits
- Les attestations d'essai de fonctionnement AQC pour les lots concernés
- Les éventuelles notes de calculs mentionnées ci-dessus

8. ARTICLE 8 – RESPONSABILITES – ASSURANCES

8.1. Responsabilité

L'entrepreneur ou les entrepreneurs groupés solidaires seront entièrement responsables des calculs des ouvrages et des modalités d'exécution des travaux.

Ils seront responsables de tous les accidents et dommages qui, par leur fait ou par manque de précautions, pourraient arriver aux personnes et aux choses. Il est expressément spécifié que le maître d'ouvrage, ses agents et représentants sont entièrement dégagés de toute responsabilité à cet égard.

L'entrepreneur titulaire ou les entrepreneurs groupés solidaires devront exercer la plus stricte surveillance, se soumettre à tous les règlements en vigueur et aux ordres qui pourraient leur être donnés par l'Administration au point de vue de la sécurité publique, le tout sans indemnité, attendu que les prix sont établis en tenant compte implicitement de tous faux-frais et dépenses occasionnés par les mesures dont il s'agit.

Les travaux susceptibles de porter atteinte aux installations établies sur la voie publique ne pourront être exécutés qu'après accord des services compétents.

Le visa par le maître d'œuvre des plans d'exécution, du choix des matériaux utilisés, des procédés de construction employés et du matériel qu'ils nécessitent laissera subsister l'entière responsabilité de l'entrepreneur.

8.2. Assurances

Le titulaire ainsi que ses sous-traitants sont tenus de souscrire une assurance de responsabilité civile d'une garantie suffisante et correspondant à l'intégralité de la nature des travaux effectués. Cette assurance doit couvrir les dommages matériels, corporels et immatériels consécutifs et non consécutifs causés aux tiers pendant et après les travaux.

Les titulaires de tous marchés doivent souscrire l'assurance de responsabilité décennale des constructeurs visée à l'article L241-1 du code des assurances.

Dans le délai de quinze jours à compter du lendemain de la date d'accusé de réception de la notification du marché et avant tout début d'exécution de la prestation de l'entrepreneur, ou les entrepreneurs groupés solidaires, et les cotraitants éventuels, fourniront au maître d'ouvrage les attestations relatives aux assurances susmentionnées.

Ces attestations comportent au minimum les indications suivantes :

- coordonnées de la personne physique ou morale assurée
- montant des garanties pour chaque catégorie de sinistre
- montant des éventuelles franchises
- date d'émission et durée de validité de l'attestation

En cas de groupement, le mandataire remettra au maître d'ouvrage cette attestation émanant de chacun des cotraitants. Le mandataire s'engage formellement à avertir le maître d'ouvrage de tout changement d'assureur de chacun des membres du groupement en cours d'exécution du marché, et à lui remettre immédiatement une nouvelle attestation conformément aux modalités décrites ci-dessus.

Dans l'hypothèse où le marché durerait plus d'un an, ou si son exécution devait se chevaucher sur deux années civiles, le prestataire ou le mandataire du groupement, s'engage à remettre avant le 1^{er} janvier une attestation d'assurance valable pour l'année à venir.

9. ARTICLE 9 – RESILIATION

Il sera fait application des articles 45 à 47 du CCAG Travaux.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles 44 à 55 du décret n°2016-360, le présent marché sera résilié aux torts du titulaire ainsi qu'à ses frais et risques, par décision unilatérale de la personne publique.

Il sera également fait application d'une résiliation aux frais et risques du titulaire, en cas de non production, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du présent marché des pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 à D8222-8 du code du travail.

Cette décision de résiliation prendra effet à compter de la date de réception, par le titulaire, d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

La réception des ouvrages et parties d'ouvrages exécutés interviendra dans les conditions prévues à l'article 47 du CCAG travaux.

10. ARTICLE 10 – ATTRIBUTION DE COMPETENCE

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Le Tribunal Administratif de Lyon est seul compétent en la matière.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identifiant fiscal.

11. ARTICLE 11 - DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont rapportées aux articles suivants du CCAG Travaux :

Article du CCAP	Article dérogé du CCAG Travaux
1.6	3.8.1
2	4.1
3.7.2	13.1 et 13.1.4
3.7.4	13.3
4.2	28.1
4.3	20.1
7.3	40 alinéas 1 et 2
9.1	41.2 et 41.3
9.2	41.8

SAINT-ETIENNE, le 19 juin 2018
Le Maître d'Ouvrage,

ANNEXE 1 => Charte chantier propre

ANNEXE 2 => Mémoire technique

Acceptation de l'entreprise,